# **CONTRAT DEPOSITAIRE**

**ENTRE LES SOUSSIGNEES :**

**La société Welcoop Logistique**, Société par actions simplifiée au capital de 350 000 euros, dont le siège social est situé ZAC de Gondreville, lieu-dit ‘aux loups’, 54840 GONDREVILLE, immatriculée au RCS de Nancy sous le n° 767 800 113,

Représentée par Monsieur Fabrice TRIMBUR, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à l’effet des présentes,

Ci-après dénommée le « **DEPOSITAIRE** »

d’une part,

**ET**

**[Dénomination de la société]**, [forme juridique] au capital de [montant] euros, dont le siège social est situé [adresse complète], immatriculée au RCS de [ville] sous le n° [numéro],

Représentée par [Civilité, Prénom, Nom], en sa qualité de [fonction], dûment habilité à l’effet des présentes,

Ci-après dénommée le **« DEPOSANT »**

d’autre part,

Ensemble dénommées les « **Parties**» et individuellement la « **Partie** ».

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le DEPOSITAIRE a pour activité la distribution de produits pharmaceutiques, dont des médicaments, de produits de parapharmacie et de dispositifs médicaux en tant que dépositaire pharmaceutique au sens de l’article R. 5124-2, 4°, du Code de la santé publique. A ce titre, le DEPOSITAIRE répond aux exigences définies dans le Code de la santé publique et dans les bonnes pratiques de distribution en gros (BPDG), et dispose de l’autorisation nécessaire pour le stockage et la distribution en gros de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques délivrée par l’ANSM.

Le DEPOSANT est [à compléter]

Le DEPOSANT souhaite confier, à un dépositaire pharmaceutique disposant des autorisations et des moyens nécessaires, la logistique de la distribution de ses produits.

Le DEPOSITAIRE est doté de l’organisation, des compétences et des moyens nécessaires pour assurer l’intégrité de la chaîne logistique de distribution des Produits (terme défini ci-après) à destination des Clients (terme défini ci-après) situés dans le Territoire (terme défini ci-après).

Les Parties se sont donc rapprochées afin de convenir des termes et conditions du présent Contrat (terme ci-après défini).

**CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

# DEFINITIONS

Sans préjudice de la signification des mots ou expressions qui peuvent être définis dans les autres articles du Contrat, les expressions ci-dessous auront la définition suivante :

« **Client(s)** » désigne le(s) client(s) défini(s) en Annexe 1 ;

« **Contrat** » désigne le présent contrat de dépositaire et ses annexes qui en font partie intégrante, ainsi que tout éventuel avenant ;

« **Freinte** » désigne l’ensemble des Produits abîmés, cassés, manquants résultant du stockage, de la manipulation des Produits par le DEPOSITAIRE, ou du transport des Produits des locaux du DEPOSITAIRE jusqu’aux locaux du Client, sous réserve du respect des dispositions prévues à l’article « Retour des Produits et litiges transport/livraison » dans ce dernier cas.

A titre de clarté, il est donc précisé que la Freinte s’applique dès la réception des Produits par le DEPOSITAIRE, sous réserve des dispositions de l’article « Contrôle à réception des Produits**»** jusqu’à la procédure de réception des Produits par les Clients situés dans le Territoire.

Le taux de Freinte contractuellement admis est fixé à 0,5 % du chiffre d’affaires calculé sur la base du chiffre d’affaires net facturé sur la période de valorisation des écarts, après inventaire annuel.

Au-delà de cette Freinte, la prise en charge de l’écart est à la charge du DEPOSITAIRE sur la base du prix de revient industriel des Produits.

Il est expressément convenu que la définition de la Freinte telle que contractuellement donnée ci-avant est exclusive de toute autre définition dont celle de la freinte de route.

« **Informations Confidentielles** » désigne les informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, dessins, représentations graphiques, spécifications, Savoir-Faire, expérience, logiciels et programmes, quels qu’en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les Parties et se rapportant directement ou indirectement au Contrat à l’exception de celles expressément mentionnées comme non confidentielles par la Partie titulaire des informations ;

N’est pas une Information Confidentielle, toute information :

* entrée dans le domaine public avant sa divulgation ou après celle-ci, sans faute de la part de la Partie récipiendaire, et sans qu’il y ait violation d’une obligation de secret ;
* déjà en possession de la Partie récipiendaire au jour de la signature du Contrat ;
* que la Partie récipiendaire a reçu licitement d’un tiers, sans qu’il y ait eu violation d’une obligation de secret ;
* développée par ou pour la Partie récipiendaire, indépendamment de tout accès à l’Information Confidentielle ;
* devant être communiquée en application de lois, réglementations, décisions de justice, à condition que la Partie récipiendaire en informe la Partie titulaire et que des mesures aient été prises pour assurer la confidentialité de l’information malgré sa communication ;

#### « **Marchandise** » désigne toute marchandise notamment les publicités sur lieu de vente (PLV) ;

« **Partie titulaire** » désigne la Partie propriétaire d’une (d’) Information(s) confidentielle(s) qu’elle transmet à la Partie récipiendaire ;

« **Partie récipiendaire** » désigne la Partie qui reçoit l’(les) Information(s) confidentielle(s) de la Partie titulaire ;

« **Personnel** » désigne indifféremment toute personne employée soit par le Client soit par le Prestataire et sur laquelle ces derniers disposent d’un pouvoir hiérarchique ;

« **Prestations** » désigne les prestations confiées par le DEPOSANT au DEPOSITAIRE et dont le détail figure en Annexe 1 ;

« **Produits** » désigne les produits du DEPOSANT dont la liste comprenant leur référence, leur catégorie et leur conditionnement figure en Annexe 2. Les Produits peuvent comprendre des Marchandises qui figureront le cas échéant dans la même Annexe ;

« **Réglementation Applicable à la Protection des Données** » désigne toute loi ou réglementation européenne et française relative à la protection de la vie privée et plus spécifiquement relative à la protection des données personnelles, y compris mais sans pour autant s’y limiter :

#### le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « RGPD ») ;

#### la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée (ci-après « Loi Informatique et Libertés »).

#### « **Savoir-Faire** » désigne les informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, invention, connaissance, expérience, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, essais, pratiques, analyses, échantillons, dessins, représentations graphiques, spécifications, logiciels et programmes, protégeable ou non par la propriété intellectuelle, y compris la propriété intellectuelle elle-même.

#### « **Sociétés Affiliées** » désigne toute entité, présente ou à venir, contrôlée directement ou indirectement par l’une des Parties, le contrôle s’entendant de la possession, directe ou indirecte, de plus de 50 % des parts avec droits de vote, ou de plus de 50 % des droits de vote conférant le pouvoir de nommer les organes de direction de l’entité contrôlée.

« **Territoire** » désigne le territoire défini en Annexe 1 ;

#### Sauf indications contraires dans le Contrat :

### Dès lors qu’un mot ou une phrase a un sens défini, toute autre forme de ce mot ou cette phrase a un sens correspondant ;

### Les mots au singulier incluent le pluriel et vice versa ;

### Une référence à un document, une norme, une disposition législative, code ou tout autre document implique toute modification ou mise à jour de ce document, norme, disposition législative ou code ;

### Si une période de temps est spécifiée et remonte à un jour donné ou au jour de signature du Contrat cette période de temps doit être calculée comme comprenant ce jour-là ;

### Une quelconque référence à une somme d'argent renvoie à la devise euro.

1. **OBJET DU CONTRAT**

|  |
| --- |
| Le présent Contrat a pour objet de définir les termes et les conditions dans lesquels le DEPOSANT confie au DEPOSITAIRE qui l’accepte la réalisation, d’ordre et pour compte, de la logistique de la distribution (y compris le stockage) de ses Produits auprès des Clients situés dans le Territoire. A cet effet, le DEPOSITAIRE réalise les Prestations convenues en contrepartie d’une rémunération.  Le DEPOSITAIRE reconnaît et accepte que l’exécution des Prestations comme indiquée en Annexe 1 constitue pour le DEPOSANT une condition essentielle sans laquelle le DEPOSANT n’aurait pas contracté.   1. **COORDONNEES RESPECTIVES DES PARTIES**   L’ensemble des coordonnées respectives des Parties figurent en Annexe 5.   1. **PRESTATIONS CONFIEES**   Le détail des Prestations confiées par le DEPOSANT au DEPOSITAIRE figure en Annexe 1. |
|  |
|  |

1. **PRODUITS CONCERNES**

Les Produits peuvent comprendre des produits pharmaceutiques (médicaments), des dispositifs médicaux et/ou des produits parapharmaceutiques. La liste des Produits concernés par les Prestations figure en Annexe 2.

Les Produits doivent arriver chez le DEPOSITAIRE avec un statut pharmaceutique « Libéré », donc disponible à la mise sur le marché.

Si applicable, et dans l’hypothèse où la liste des Produits comprend des produits de statut « médicament » et/ou « dispositif médical », un cahier des charges pharmaceutiques est établi entre les Parties, détaillant notamment les opérations pharmaceutiques convenues et les responsabilités y afférentes. Le cas échéant, le cahier des charges correspondant figure en Annexe 7.

Le DEPOSANT pourra décider de confier au DEPOSITAIRE tout nouveau produit qu'il serait amené à commercialiser suivant les mêmes modalités que celles définies au présent Contrat, et/ou retirer tout Produit dont la commercialisation serait suspendue ou retirée du marché par décision des autorités réglementaires compétentes dans le Territoire (ANSM et/ou DGCCRF) ou de la propre initiative du DEPOSANT. Le DEPOSANT notifiera au DEPOSANT par tous moyens écrits (dont courriel) les modifications (ajouts et/ou suppressions d’une ou plusieurs références de Produits) appliquées à la liste des Produits. Cette notification aura valeur d’avenant au présent Contrat.

Les Produits confiés en dépôt restent, en toute circonstance, la propriété du DEPOSANT, en particulier jusqu’au complet paiement du prix de vente par les Clients. Les conditions générales de vente du DEPOSANT s’appliquent à toute commande de Produits par les Clients.

1. OBLIGATIONS DU DEPOSITAIRE

**6.1. Autorisation - Conformité**

Le DEPOSITAIRE déclare disposer et s’engage à maintenir une autorisation d’ouverture d’établissement pharmaceutique lui permettant de stocker les Produits confiés en dépôt par le DEPOSANT et de distribuer les Produits commandés par les Clients.

Un exemplaire de son autorisation à jour sera transmis à première demande du DEPOSANT.

Le DEPOSITAIRE déclare respecter les lois et règlements applicables à son activité, et notamment les dispositions du Code de la santé publique et les règles des Bonnes Pratiques de Distribution en Gros (BPDG).

Le DEPOSITAIRE s’engage à informer le DEPOSANT de toutes remarques ou injonctions formulées en cas d’inspection par les autorités réglementaires qui seraient susceptibles d’avoir un impact sur les Prestations et/ou les Produits, et lui à lui communiquer dans les plus brefs délais les mesures qui auront été prises pour y répondre ou y remédier.

**6.2. Contrôle à réception des Produits**

Toute réception des Produits par le DEPOSITAIRE donne lieu à signature par le DEPOSITAIRE d’un bon de livraison mentionnant le détail des Produits reçus du DEPOSANT.

Le DEPOSITAIRE procédera à un contrôle quantitatif et qualitatifdes Produits reçus et notera, en cas de besoin, les réserves ou les manquants constatés sur le bon de livraison transporteur.

Si les Produits nécessitent un transport en température dirigée, le DEPOSANT fournira tous les éléments permettant au DEPOSITAIRE de vérifier la température de transport.

Le DEPOSITAIRE fournira le rapport d’arrivage des Produits sous un délai maximum de vingt-quatre (24) heures à compter de la réception de ceux-ci.

Toute réclamation devra être notifiée par le DEPOSITAIRE au DEPOSANT dans les vingt-quatre (24) heures suivant la réception des Produits, par fax, ou par mail, doublé d’un courrier postal.

La casse de Produits non détectée au cours du contrôle à réception mais détectée ultérieurement en phase de préparation de commande Clients sera signalée au DEPOSANT par le DEPOSITAIRE sous la forme de fiches de non-conformité.

**6.3. Stockage des Produits**

* Généralités

Le DEPOSITAIRE s’engage à réaliser :

* la surveillance du stock et des conditions de stockage des Produits
* la rotation du stock Produits ;
* le suivi de la date de péremption des Produits ;
* l’exécution des commandes et leur livraison aux Clients ;

Sur ce dernier point, le DEPOSITAIRE garantit une exécution conforme à la législation pharmaceutique et aux règles de traçabilité requises par la profession afin, notamment, d’être en mesure de procéder, après délégation du Pharmacien Responsable ou du Pharmacien Responsable Intérimaire du DEPOSANT, à un rappel de lots en urgence, si nécessaire et sur ordre du DEPOSANT. La reprise sera alors effectuée par le DEPOSITAIRE.

* Conditions de stockage

D’une façon générale, pour les Produits nécessitant une gestion de lot, le DEPOSITAIRE veillera à respecter la règle du FEFO : « premier périmé, premier distribué ».

Le DEPOSITAIRE s’engage à stocker les Produits qui lui sont confiés dans des conditions permettant d’en maintenir la parfaite conservation (température et hygrométrie).

* Suivi du stock/péremption des Produits

Le DEPOSITAIRE s’engage à mettre en place un système de surveillance et d’alerte des stocks afin de prévenir le DEPOSANT des Produits à péremption proche.

Le délai minimum de péremption acceptable pour la délivrance des Produits est défini dans le Cahier des charges figurant en Annexe 6.

En tout état de cause, le DEPOSITAIRE transmettra mensuellement un récapitulatif au DEPOSANT avec l’ensemble des Produits ayant une durée de vie inférieure ou égale à douze (12) mois.

Le DEPOSITAIRE s’engage à gérer la quarantaine ou le blocage des Produits. Toute procédure particulière convenue entre les Parties à ce titre figure dans le Cahier des charges (Annexe 6).

Afin d’avoir en permanence un stock de Produits en bon état de commercialisation, le DEPOSITAIRE pourra sortir des stocks les Produits impropres à la vente (avaries, casses, périmés), provenant soit des retours Clients, soit des conditions d’exploitation. Ces sorties de stock devront faire l’objet d’un état de mouvements détériorés périmés, et ne seront détruits qu’après validation écrite et signée par le DEPOSANT.

* Manutention des Produits

Le DEPOSITAIRE s’engage à n’effectuer aucune manipulation sur les Produits, excepté le cas échéant pour les opérations convenues et définies dans le Contrat.

Tous dommages subis par les Produits du fait de leur manutention par le DEPOSITAIRE est établi lors de l’inventaire annuel. Ces dommages pourront faire l’objet d’une indemnisation par le DEPOSITAIRE, déduction faite de la Freinte, dans les conditions prévues à l’article « Responsabilité ».

* Inventaire annuel

Le DEPOSANT pourra contrôler les stocks de Produits en dépôt dans les locaux du DEPOSITAIRE, dans la limite d’une (1) fois par an, au cours d’un inventaire physique contradictoire. Toute demande d’inventaire supplémentaire fera l’objet d’une facturation détaillée selon devis.

L’inventaire permettra également de constater les Produits manquants ou en excédant dans les stocks du DEPOSITAIRE. A ce titre, il sera effectué la balance entre les gains (les excédents) et pertes (les manquants) de Produits. Si cette balance est négative, elle sera facturée au prix de Revient Industriel des Produits, avec une Freinte annuelle maximum de 0,5 % du chiffre d'affaires net HT du DEPOSANT.

L’inventaire devra se dérouler pendant les jours et heures ouvrés du DEPOSITAIRE en présence d’un interlocuteur dédié du DEPOSITAIRE. Le DEPOSANT s’engage à faire ses meilleurs efforts pour perturber le moins possible l’activité du DEPOSITAIRE, et s’engage à se conformer aux règles de sécurité applicables dans les locaux du DEPOSITAIRE.

Le DEPOSANT s’assurera que les personnes désignées pour mener l’inventaire (y compris le tiers qu’il aurait expressément mandaté à ce titre) auront, au préalable, conclu un accord de confidentialité comprenant des engagements au moins aussi stricts que ceux indiqués à l’article « Confidentialité » du Contrat, dont le DEPOSANT se porte fort du respect envers le DEPOSITAIRE.

Chacune des Parties supportera seule les frais qu’elle aura exposés pour la conduite de l’inventaire ou pour l’assistance apportée à cet inventaire.

* 1. **Expéditions aux Clients**

La préparation des commandes de Produits des Clients et leur expédition est effectuée selon les dispositions du Cahier des charges figurant en Annexe 6, et Annexe 7 si applicable.

Les conditions d’organisation et de prise en charge du transport des Produits aux Clients dans le Territoire est défini en Annexe 6.

* 1. **Retour des Produits et litiges transport/livraison**

Par principe et dans la mesure où chaque commande Client est contrôlée, aucun retour de Produits, même périmés, en provenance des Clients, qu’il soit spontané ou non, ne sera accepté par le DEPOSITAIRE.

Les Clients réceptionnaires d’une livraison incomplète (colis manquants) ou comprenant des Produits visiblement endommagés doivent en informer le DEPOSITAIRE par tous moyens écrit (dont courriel) dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la réception des Produits.

Par ailleurs, les Clients doivent obligatoirement émettre des réserves à réception sur le bon de livraison du transporteur ; le bon de livraison devant être cosigné par le transporteur. En outre, pour permettre les recours transporteur, et conformément aux dispositions de l’article L. 133-3 du Code de commerce, les Clients doivent en parallèle notifier au transporteur les réserves constatées à réception dans les trois (3) jours de cette réception.

Aucune réclamation des Clients ne pourra être prise en compte par le DEPOSITAIRE si elle ne respecte pas les délais et les formes précitées, et notamment si le litige lui parvient au-delà d’un délai de soixante-douze (72) heures.

Le DEPOSITAIRE prendra alors en compte la réclamation du Client concernant une erreur de livraison (erreur produit, erreur quantité, facturé non livré, abimé, cassé) après vérification de l’état de stock du ou des Produits dans le cas d’une réclamation pour erreur sur la quantité ou sur le Produit. Dans l’hypothèse d’une avarie transporteur, si le DEPOSITAIRE est celui qui organise et prend en charge le transport, le DEPOSITAIRE fera son affaire du recours auprès du transporteur.

Dans ce cas, et sous réserve du respect des conditions précitées, le coût du traitement du litige (hors avarie transporteur) sera à la charge du DEPOSITAIRE. Pour les recours auprès du transporteur dans le cas des avaries de transport, les conditions de prise en charge/remboursement sont celles figurant ci-après.

Les demandes de retours Clients hors avaries transporteur (périmés, boîtes vides, erreurs de commande, etc.) ne seront pas prises en compte par le DEPOSITAIRE sauf demande expresse du DEPOSANT. Dans ce cas, le traitement de ces retours fera l’objet d’une facture supplémentaire selon la grille tarifaire figurant en Annexe 3.

Les conditions de remboursement sont *celles du code international du transport qui, à ce jour, pour les envois inférieurs à 3 tonnes correspond à 33 €/kg pour chacun des objets abimés compris dans l'envoi ou dans le lot avec un maximum de 1000 € par colis perdu, spolié ou avarié, quels qu'en soient le poids, le volume, les dimensions, la nature ou la valeur.*

*Pour les envois supérieurs à 3 tonnes ; le remboursement sera de 20 €/kg, sans toutefois excéder le « produit du poids brut de l’envoi exprimé en tonnes multiplié par 3 200 € ».*

* 1. **Gestion des Reliquats ou Reste à Livrer (« RAL »)**

La procédure applicable le cas échéant figure dans le Cahier des charges en Annexe 6.

**6.7. Suivi Statistiques**

Le DEPOSITAIRE réalisera et transmettra au DEPOSANT un suivi statistique des ventes (commandes Clients) et de la qualité des Produits dans les conditions détaillées en Annexe 4.

### Article 7. OBLIGATIONS DU DEPOSANT

Le DEPOSANT déclare être en règle avec les lois et règlements, tels qu'ils figurent dans le Code de la santé publique, et s'engage à le rester durant la durée du présent Contrat.

Le DEPOSANT s'engage à ne livrer au DEPOSITAIRE que des Produits en parfait état de commercialisation (exempts de tout défaut) et libérées pharmaceutiquement pour distribution.

Le DEPOSANT s'engage à ne confier que des Produits dont la date de péremption respectera une durée de vie restante minimale, comme indiquée dans le Cahier des charges en Annexe 6, et à échanger tout Produit reçu défectueux par le DEPOSITAIRE.

Le DEPOSANT livrera franco de port et d'emballage le DEPOSITAIRE en fonction des commandes des Clients.

Le DEPOSANT s’engage à déposer des Produits en quantité suffisante pour que les commandes passées par les Clients puissent être satisfaites dans les meilleurs délais.

A cet égard, le DEPOSITAIRE donnera au DEPOSANT toutes les indications nécessaires pour que les Produits soient toujours disponibles en quantité suffisante.

Le DEPOSANT s’engage à vérifier que les Clients ayant commandés des Produits soient des clients habilités à les recevoir.

##### Article 8. TRACABILITE, RAPPEL DE LOTS DE PRODUITS

Le DEPOSITAIRE assurera la traçabilité et la gestion des numéros de lots des Produits livrés auprès de l'ensemble des Clients. La reconstitution de lots et la gestion des rappels se feront conformément aux dispositions en vigueur concernant la traçabilité des produits de santé.

Le DEPOSITAIRE s’engage à transmettre sous vingt-quatre (24) heures toute information de pharmacovigilance ,matériovigilance, nutrivigilance et cosmétovigilance dont il pourrait avoir connaissance.

**Article 9.** **DROIT D’AUDIT**

En complément de l’inventaire annuel, le DEPOSANT pourra procéder ou faire procéder par un tiers mandaté expressément par ses soins, à un audit des Prestations du DEPOSITAIRE, dans les locaux de ce dernier, pour en vérifier la conformité au Contrat et aux Bonnes Pratiques de Distribution en Gros, sous réserve d’un préavis écrit d’au moins dix (10) jours ouvrés.

L’audit devra se dérouler pendant les jours et heures ouvrés du DEPOSITAIRE en présence d’un interlocuteur dédié du DEPOSITAIRE. Le DEPOSANT s’engage à faire ses meilleurs efforts pour perturber le moins possible l’activité du DEPOSITAIRE, et à se conformer aux règles de sécurité applicables dans les locaux du DEPOSITAIRE.

Le DEPOSANT s’assurera que les personnes désignées pour mener l’audit (y compris le tiers qu’il aurait expressément mandaté à ce titre) auront, au préalable, conclu un accord de confidentialité comprenant des engagements au moins aussi stricts que ceux indiqués à l’article « Confidentialité » du Contrat, dont le DEPOSANT se porte fort du respect envers le DEPOSITAIRE.

Chacune des Parties supportera seule les frais qu’elle aura exposés pour la conduite de l’audit ou pour l’assistance apportée à l’audit.

**Article 10. FACTURATION DES CLIENTS**

**10.1. Facturation des Clients par le DEPOSANT**

Les Clients peuvent être facturés des Produits commandés directement par le DEPOSANT.

Dans cette hypothèse, le DEPOSITAIRE s’engage à communiquer au DEPOSANT tous les éléments nécessaires à l’établissement des factures Clients notamment ceux indiqués en Annexe 4. Les factures sont réglées par les Clients au DEPOSANT, sans aucune intervention du DEPOSITAIRE.

**10.2. Facturation par le DEPOSITAIRE**

Les Clients peuvent être facturés des Produits commandés par le DEPOSITAIRE sur ordre et pour le compte du DEPOSANT. Dans ce cas, l’opération de facturation des Clients par le DEPOSITAIRE figure dans le détail des Prestations (Annexe 1).

Dans cette hypothèse, les Produits seront facturés aux Clients selon les conditions générales de vente du DEPOSANT et notamment aux conditions commerciales (prix et conditions de paiement) fixées par le DEPOSANT, telles que figurant en Annexe 8. Toute modification des conditions commerciales par le DEPOSANT en cours de Contrat sera notifiée sans délai, par tous moyens écrit (dont courriel) au DEPOSITAIRE pour lui permettre d’appliquer les nouvelles conditions commerciales aux Produits à leur date d’entrée en vigueur.

Cette notification écrite aura valeur d’avenant au Contrat.

Le DEPOSITAIRE encaissera le montant des factures Clients correspondantes au nom et pour le compte du DEPOSANT. Le DEPOSITAIRE ne sera en aucun cas garant ou ducroire du paiement par les Clients. Ainsi, le DEPOSITAIRE reversera, le 10 du mois suivant et par situation mensuelle les montants des factures Clients correspondants après la réception effective du paiement par ces Clients.

**Article 11. REMUNERATION DE LA PRESTATION – MODALITES DE PAIEMENT**

**11.1. Rémunération du DEPOSITAIRE**

En contrepartie de l’exécution des Prestations, le DEPOSITAIRE percevra la rémunération mensuelle indiquée en Annexe 3.

Cette rémunération comprend l'ensemble des contreparties pour l'exécution des Prestations du DEPOSITAIRE au titre de ses activités telles que décrites au présent Contrat.

Le DEPOSITAIRE ne pourra prétendre à aucune autre rémunération, contrepartie ou indemnité que celles expressément précitées dans le présent Contrat et ses annexes tant pour l'exécution du présent Contrat que lors de sa cessation.

Les autres prestations, non prévues dans le présent Contrat, éventuellement assurées par le DEPOSITAIRE à la demande du DEPOSANT feront l’objet d’un devis.

**11.2. Révision des prix**

Les Parties conviennent expressément d’une révision annuelle de la rémunération du DEPOSITAIRE et de la grille des tarifs applicable.

La révision des prix sera calculée chaque année par rapport à l’évolution des indices INSEE du coût de la main d’œuvre (Indice des salaires mensuels de base par activité : Transports et entreposage), du coût de la construction et de l’indice CNR.

La révision prendra comme base de calcul le dernier indice disponible au 1er janvier de l’année N0 et le dernier indice disponible au 31 décembre de l’année N-1. Elle sera applicable au 1er janvier de l’année N+1.

Dans le calcul de la révision du montant des rémunérations :

Dans le calcul de la révision du montant des rémunérations.

L’indice de la main d’œuvre IMO pèsera pour 30 %

L’indice de la construction IC pèsera pour 30 %

L’indice CNR pèsera pour 40 %

Le montant des tarifications sera donc augmenté de la façon suivante :



Il est expressément convenu entre le DEPOSANT et le DEPOSITAIRE que l’indexation ne saurait en aucun cas avoir pour effet de ramener le prix des Prestations ainsi indexé en dessous des prix de Prestations négociés dans ce Contrat .

**11.3. Modalités de paiement**

Chaque début de mois, le DEPOSITAIRE communiquera au DEPOSANT la facture des Prestations exécutées sur le mois précédent.

Le règlement des factures correspondantes est effectué par le DEPOSANT dans les trente (30) jours date de facture, par virement bancaire.

Sauf accord préalable écrit des Parties, aucune compensation ne peut intervenir entre les créances réciproques que détiendraient chacune des Parties sur l’autre. Ce faisant, les Parties écartent expressément l’application des dispositions des articles 1347 et suivants du Code civil.

Conformément aux dispositions des articles L. 441-9, L. 441-10 et D. 441-5 du Code de commerce, tout retard ou défaut de paiement de la facture, entraînera l’application automatique de pénalités de retard calculés par jour de retard correspondant à trois (3) fois le taux d’intérêt légal en vigueur ainsi que le paiement d’une pénalité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant de quarante (40) euros, sans préjudice des dommages-intérêts et autres frais que le DEPOSITAIRE se réserve le droit de réclamer. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée lorsque les frais de recouvrement sont supérieurs au montant de l’indemnité forfaitaire précitée.

**Article 12. DUREE DU CONTRAT ET RESILIATION**

**12.1. Durée du Contrat et conditions de dénonciation**

Le présent Contrat prend effet à compter de sa date de signature par la dernière des Parties pour la durée convenue entre les Parties et précisée en Annexe 1 (ci-après la « **Période Initiale**»).

A son échéance, le Contrat est reconduit tacitement par périodes d’un (1) an (ci-après les « **Périodes Subséquentes** »), sauf dénonciation par lettre recommandée avec avis de réception effectuée par l’une ou l’autre des Parties au moins six (6) mois avant le terme de la Période Initiale ou des Périodes Subséquentes.

**12.2. Résiliation anticipée**

Les Parties conviennent expressément que toute rupture anticipée du Contrat pour convenance effectuée par le DEPOSANT, exception faite d’un cas de résiliation pour inexécution du DEPOSITAIRE telle que prévu ci-après, entraînera le versement par le DEPOSANT au DEPOSITAIRE d’une indemnité de rupture anticipée correspondant au montant moyen mensuel des rémunérations versées au DEPOSITAIRE et ce jusqu'à la date d’échéance du Contrat.

**12.3. Résiliation pour inexécution**

Le Contrat pourra être résilié par anticipation, par lettre recommandée avec avis de réception, par l'une ou l'autre des Parties, en cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations y figurant, un (1) mois après l’envoi d’une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception à la Partie défaillante, précisant le manquement allégué et l'intention de résilier le Contrat en vertu du présent article, restée sans effet.

La résiliation interviendra de plein droit à la date première présentation de la lettre recommandée avec avis de réception la notifiant, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront être réclamés à la Partie défaillante.

**12.4. Conséquences de la fin du Contrat**

Jusqu’au terme du Contrat, le DEPOSITAIRE s’engage à exécuter ses Prestations et le DEPOSANT s’engage à lui verser l’intégralité de la rémunération au titre du Contrat. Les Parties s’engagent à mener à terme leurs obligations et actions en cours et à verser, le cas échéant, l’intégralité des sommes dues au titre du Contrat. Le montant de la rémunération due au DEPOSITAIRE, non réglée par le DEPOSANT au terme du Contrat, lui reste acquise et sera due par le DEPOSANT.

Au terme du Contrat, quelle qu’en soit la cause, le DEPOSITAIRE tiendra les Produits restants en stocks à disposition du DEPOSANT, qui devra en organiser, à ses frais exclusifs, leur retour dans les dix (10) jours suivant la date de fin du Contrat. A défaut, sauf autre accord écrit convenu entre les Parties, pour les Produits qui seraient toujours en stock chez le DEPOSITAIRE à l’issu de ce délai, le DEPOSANT se verra appliquer une pénalité de garde, par jour de retard, correspondant au CA journalier moyen du DEPOSITAIRE majoré de 30%, et ce tant que ce dernier n’a pas organisé le retour des Produits correspondants.

**Article 13 RESPONSABILITE - ASSURANCES**

**13.1. Responsabilité des Parties**

Sauf faute lourde ou dolosive, le DEPOSITAIRE assume, dans le cadre de l’exécution de ses Prestations, une obligation de moyens.

De convention expresse entre les Parties, la responsabilité du DEPOSITAIRE est limitée aux seuls préjudices directs subis par le DEPOSANT. En conséquence, il est expressément convenu entre les Parties que le DEPOSITAIRE ne pourra encourir de responsabilité au titre des préjudices indirects ou imprévisibles

Le DEPOSITAIRE indemnisera le DEPOSANT pour tout dommage subi par les Produits durant la période pendant laquelle il en a la garde. Cette indemnité correspond au montant du Prix de revient Industriel des Produits endommagés, déduction faite de la Freinte annuelle de 0.5 % des unités manutentionnées (avec un minimum d’une (1) unité par référence).

Par soucis de clarté, il est précisé que :

* + - 1. si le montant des Produits endommagés, valorisés à leur prix de revient industriel, est inférieur ou égal à la Freinte, aucune indemnité n’est versée par le DEPOSITAIRE au DEPOSANT ; ce dernier assumant les pertes de Produits correspondants ;
      2. si le montant des Produits endommagés, valorisés à leur prix de revient industriel, est supérieur à la Freinte, le DEPOSITAIRE verse au DEPOSANT l’indemnité correspondante, Freinte déduite.

En tout état de cause, le DEPOSANT reste responsable des Produits et des dommages qu’ils pourraient causer aux tiers.

**13.2. Assurances des Parties**

**13.2.1. Assurance Responsabilité Civile**

Le DEPOSITAIRE certifie qu’il est titulaire d’une police d’assurance responsabilité civile souscrite auprès de la compagnie AXA GABRIEL&RICHARD, 47 rue Henri Poincaré, 54000 NANCY et le justifiera sur demande du DEPOSANT chaque année par la production d’une attestation d’assurance.

Cette police couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant être encourues par le DEPOSITAIRE en raison des dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers et/ou au DEPOSANT et résultant de ses activités et notamment de l’exécution du présent Contrat.

De son côté, le DEPOSANT s'engage à souscrire une assurance afin de couvrir les risques et recours en matière de responsabilité civile pour la totalité des Produits lui appartenant et détenus par le DEPOSITAIRE. Une copie de cette assurance sera adressée au DEPOSITAIRE, à première demande de ce dernier.

En cas de sinistre lors du transport entre les locaux du DEPOSITAIRE et ceux des Clients du DEPOSANT, le DEPOSANT reconnaît avoir pris connaissance et accepter les conditions et limitations de l’assurance souscrite par le transporteur.

**13.2.2. Assurance Dommages**

Le DEPOSITAIRE déclare avoir souscrit une police d’assurance couvrant les risques incendie, explosion et risques annexes afférents aux produits et matériels entreposés dans ses locaux auprès de la compagnie AXA GABRIEL&RICHARD, 47 rue Henri Poincaré, 54000 NANCY.

En outre, le DEPOSITAIRE déclare avoir souscrit une police d’assurance couvrant le recours des voisins, et d’une manière générale de tous tiers y compris, le cas échéant, des autres donneurs d’ordre/déposants et du propriétaire des lieux occupés ainsi que de leurs assureurs respectifs.

Par ailleurs, concernant les dommages subis par les Produits lors du stockage/manutention dans les locaux du DEPOSITAIRE, il est convenu entre les Parties :

* Pour les Produits inférieurs à cent euros (100 €) de Prix de revient Industriel unitaire HT, l’assurance stockage/manutention des Produits est prise en charge par le DEPOSITAIRE dans les conditions mentionnées ci-dessus.
* Pour les Produits strictement supérieurs à cent euros (100 €) de Prix de revient Industriel unitaire HT, l’assurance stockage/manutention des Produits peut au choix être prise en charge par le DEPOSITAIRE ou par le DEPOSANT, dans les conditions suivantes :
  + Si l’assurance stockage manutention des Produits est prise en charge par le DEPOSITAIRE, ce dernier refacture l’assurance correspondante au DEPOSANT à hauteur de 0,20 % du montant du Prix de Revient Industriel du Produit ;
  + Si l’assurance stockage manutention des Produits est prise en charge directement par le DEPOSANT, ce dernier s’engage à fournir au DEPOSITAIRE l’attestation d’assurance à jour correspondante.

La Partie qui assume l’assurance stockage manutention des Produits, pour les Produits strictement supérieurs à cent (100) euros de Prix de Revient Industriel unitaire HT, figure en Annexe 1.

En cas de perte ou vol de Produits, le DEPOSITAIRE s’engage à faire une déclaration auprès du Commissariat de Police dont il dépend et à avertir immédiatement le Pharmacien Responsable du DEPOSANT, en lui fournissant une copie du Procès-Verbal, par fax suivi d’un courrier postal.

**Article 14. CONFIDENTIALITE**

Les Parties s’engagent à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l’égard des Informations Confidentielles, et à prendre toutes mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité, à l’égard notamment de leur personnel permanent ou temporaire amenés à avoir connaissances des Informations Confidentielles, ainsi que de leurs Sociétés Affiliées.

A cet effet, les Parties s’engagent à :

* ce que les Informations Confidentielles soient protégées et gardées confidentielles ;
* ce que les Informations Confidentielles reçues soient traitées avec le même degré de précaution et de protection que celui accordé à leurs propres Informations Confidentielles ;
* ne pas utiliser les Informations Confidentielles dans un but autre que l’exécution du Contrat, sauf à obtenir l’accord écrit, exprès et préalable de la Partie titulaire ;
* ne révéler les Informations Confidentielles qu’aux membres de leur personnel impliqués dans l’exécution du Contrat ;
* prendre toutes les dispositions nécessaires pour que tous les membres de leur Personnel impliqués dans l’exécution du Contrat, qui auront communication d’Informations Confidentielles, s’engagent, par acte séparé, avant toute communication, à traiter les Informations Confidentielles avec le même degré de confidentialité que celui résultant du Contrat ;
* signaler le caractère confidentiel des Informations Confidentielles aux membres de leur personnel impliqués dans l’exécution du Contrat, dès la communication de ces Informations ;
* rappeler le caractère confidentiel des Informations Confidentielles avant toute réunion au cours de laquelle des Informations Confidentielles seront communiquées ;
* maintenir les formules de copyright, de confidentialité, d’interdiction de copie, ou toutes autres mentions de propriété ou de confidentialité, figurant sur les différents éléments communiqués, qu’il s’agisse des originaux ou des copies.

En outre, les Parties s’interdisent :

* toute divulgation quelle qu’elle soit, à quelque tiers que ce soit, des Informations Confidentielles, sauf accord écrit exprès et préalable de la Partie titulaire ; il en va autrement pour leurs Sociétés Affiliées ;
* de déposer en leur seul nom une demande de brevet sur les Informations Confidentielles dont elles ne sont pas titulaires, et plus généralement un titre de propriété industrielle quel qu’il soit ;
* d’effectuer des copies, reproductions ou duplications de tout ou partie des Informations Confidentielles, sauf accord écrit exprès et préalable de la Partie titulaire ;
* de se prévaloir, du fait de la communication des Informations Confidentielles, d’une quelconque cession, concession de licence ou d’un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur les Informations Confidentielles.

Les Parties se portent-fort du respect des présents engagements par toute personne, physique ou morale, à laquelle ils auraient communiqué les Informations Confidentielles.

Les présents engagements de confidentialité s’imposent aux Parties pour toute la durée du Contrat et pendant une durée de trois (3) ans après le terme du Contrat quelle qu’en soit la cause.

**Article 15. FORCE MAJEURE**

L'exécution par une Partie de ses engagements ou obligations au titre du présent Contrat sera suspendue en cas de force majeure au sens de l’article 1218 du Code civil et notamment mais sans s’y limiter dans les cas habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français ainsi que : les grèves totales ou partielles, lock-out, intempéries, blocage des moyens de transport ou d'approvisionnement pour quelque raison que ce soit, tremblement de terre, incendie, tempête, inondation, dégâts des eaux, restrictions gouvernementales ou légales, modifications légales ou réglementaires, blocage des télécommunications, blocage indépendant de la volonté des Parties empêchant l'exécution normale du Contrat.

Le cas de force majeure suspend les obligations nées du Contrat pendant toute la durée de son existence. Les obligations ainsi suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de la (des) cause(s) de non-exécution ou retard auront pris fin, dans un délai qui sera défini d’un commun accord par les Parties. Dans l'éventualité où un cas de force majeure viendrait à différer l'exécution des obligations prévues au Contrat, pour une période supérieure à quatre-vingt-dix (90) jours calendaires, chacune des Parties pourra résilier le Contrat par courrier recommandé avec avis de réception.

**Article 16. IMPREVISION**

Lorsque la variation d’un ou de plusieurs paramètres économiques et/ou sociaux du Contrat est d’une ampleur telle qu’elle modifie substantiellement l’équilibre du Contrat, les Parties s’engagent à négocier de bonne foi les conditions d’aménagement ou de résiliation du Contrat. Les Parties conviennent qu’elles continueront à̀ exécuter leurs obligations durant la négociation. A défaut d’accord, chacune des Parties aura la faculté de dénoncer le Contrat moyennant un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires adressé par l’une des Parties à l’autre, par lettre recommandée avec avis de réception. Ce faisant, les Parties renoncent expressément au bénéfice de l’article 1195 du Code civil.

Notamment, les Parties conviennent expressément que, dans l’hypothèse où de nouvelles taxes sur l’activité du DEPOSITAIRE seraient décidées par les instances gouvernementales, les Parties se rapprocheront pour en évaluer l’impact sur le Contrat et négocieront de bonne foi leur prise en compte.

**Article 17. ANTI-CORRUPTION**

Le DEPOSITAIRE, société sous contrôle de La Coopérative Welcoop, est une société qui attache une importance toute particulière à la lutte contre la fraude et la corruption et qui entend que toute personne ou société en relation avec elle adhère aux mêmes principes et respecte scrupuleusement les lois et règlementations en vigueur.

Le DEPOSANT reconnaît avoir pris connaissance du code de conduite de LA COOPERATIVE WELCOOP (ci-après le « Code de Conduite ») disponible sur son site Internet à l’adresse suivante :

<https://www.lacooperativewelcoop.com/wp-content/uploads/2020/07/Code-de-conduite_Welcoop.pdf>

En conséquence, les Parties s’engagent à respecter irrévocablement les éléments stipulés dans le présent article et dans le Code de conduite.

Tout manquement aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant l’autre Partie, si bon lui semble, à résilier le présent Contrat sans préavis ni indemnité, mais sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait d’un tel manquement.

Les Parties garantissent que toute personne, physique ou morale, intervenant pour leur compte dans le cadre du présent Contrat :

* Respectera toute règlementation applicable en France et ayant pour objet la lutte contre la corruption, en ce compris la Loi Sapin II ;
* Ne fera, par action ou par omission, rien qui serait susceptible d’engager la responsabilité de l’autre Partie au titre du non-respect de la règlementation existante ayant pour objet la lutte contre la corruption ;
* Mettra en place et maintiendra ses propres politiques et procédures relatives à l’éthique et à la lutte contre la corruption ;
* Informera l’autre Partie sans délai de tout évènement qui serait porté à sa connaissance et qui pourrait avoir pour conséquence l’obtention d’un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l’occasion du présent Contrat ;
* Fournira toute assistance nécessaire à l’autre Partie pour répondre à une demande d’une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

La Partie défaillante indemnisera l’autre Partie de toute conséquence, notamment financière, d’un manquement de sa part aux obligations stipulées au présent article.

Les Parties autorisent d’ores et déjà l’autre Partie à prendre toute mesure raisonnable ayant pour objet de contrôler le strict respect des obligations stipulées au présent article.

Les Parties s’engagent à s’informer, sans délai, de tout élément qui serait porté à sa connaissance et susceptible d’entrainer sa responsabilité au titre du présent article.

Il est entendu qu’aucune obligation au titre du présent Contrat ne saurait avoir comme conséquence d’obliger l’autre Partie à manquer à ses obligations relatives à la lutte contre la corruption.

**Article 18. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

**18.1. Données Personnelles relatives aux employés des Parties**

Dans la mesure où celles-ci sont nécessaires a) à l’exécution du Contrat, en ce qui concerne sa gestion, sa réalisation et son suivi, b) au respect des obligations légales ou réglementaires des Parties ou c) lorsqu’elles sont nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par l’une des Parties ou ses destinataires (comptable ; assurance), les Parties sont amenées à traiter les Données Personnelles des employés de l’autre Partie. Ces Données Personnelles sont strictement confidentielles et destinées exclusivement à l’autre Partie.

Les Parties s’engagent à traiter les Données Personnelles des employés de l’autre Partie dans le strict respect de la Réglementation Applicable à la Protection des Données.

Conformément à la Réglementation Applicable à la Protection des Données, les employés des Parties disposent d’un droit d’accès, de rectification, de limitation, d’effacement, de portabilité et de suppression de leurs Données Personnelles. Les employés des Parties disposent également du droit d’introduire une réclamation auprès de la CNIL s’ils considèrent que le traitement opéré par l’autre Partie constitue une violation de ses Données Personnelles.

En revanche, lorsque le traitement des Données Personnelles est fondé sur l’exécution du Contrat ou sur une obligation légale ou réglementaire à la charge d’une Partie, nécessitant le traitement des Données Personnelles des employés d’une Partie, les employés de l’autre Partie sont informés qu’ils ne disposent pas du droit de s’opposer au traitement de leurs Données Personnelles par cette autre Partie, sauf en cas de résiliation du Contrat.

Les droits des employés des Parties sur leurs Données Personnelles peuvent être exercés à tout moment auprès du Délégué à la Protection des Données ou de la personne en charge des problématiques liées aux données personnelles de chaque Partie par email aux adresses indiquées suivantes :

* Pour le DEPOSANT : [à compléter]
* Pour le DEPOSITAIRE : [à compléter]

Si nécessaire, il pourra être demandé aux employés de prouver leur identité dans le cadre de l’exercice de leurs droits sur leurs Données Personnelles.

**18.2. Données Personnelles relatives aux Prestations**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s’engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s’engagent à respecter la Réglementation Applicable à la Protection des Données.

Le DEPOSANT est Responsable du traitement des Données Personnelles ; le DEPOSITAIRE intervient comme Sous-traitant de traitement.

Le Sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les Prestations.

La ou les finalité(s) du traitement sont la préparation des commandes des Clients et leur expédition aux Clients, la réalisation de ses suivis statistiques de ventes et qualité.

Les données à caractère personnel traitées sont le nom et le prénom, l’adresse complète, le numéro de téléphone.

Les catégories de personnes concernées sont les Clients.

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l’objet de la sous-traitance
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu’une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l’Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement**le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l’Union ou du droit de l’Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel**en vertu du présent contrat :

* s’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
* reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

1. prendre en compte, s’agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de**protection des données dès la conception** et de**protection des données par défaut**
2. **Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l’ajout ou le remplacement d’autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l’identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d’un délai minimum de cinq (5) à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le Sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent Contrat pour le compte et selon les instructions du Responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s’assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le Sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le Responsable de traitement de l’exécution par l’autre Sous-traitant de ses obligations.

1. **Droit d’information des personnes concernées**

Il appartient au Responsable de traitement de fournir l’information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

1. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le Sous-traitant doit aider le Responsable de traitement à s’acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d’exercice des droits des personnes concernées : droit d’accès, de rectification, d’effacement et d’opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l’objet d’une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Sous-traitant des demandes d’exercice de leurs droits, le Sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [à compléter par le DEPOSANT].

1. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Sous-traitant notifie au Responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante (72) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l’autorité de contrôle compétente.

1. **Mesures de sécurité**

Le Sous-traitant s’engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

* la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
* les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
* les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
* une procédure visant à tester, à ’analyser et à ’évaluer régulièrement l'efficacité *des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement*

1. **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Sous-traitant s’engage à détruire toutes les données à caractère personnel

1. **Délégué à la protection des données**

Le Sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s’il en a désigné un conformément à l’article 37 du règlement européen sur la protection des données

1. **Registre des catégories d’activités de traitement**

Le Sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d’activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable de traitement comprenant :

* le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
* les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
* le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
* dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  + - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

1. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le Responsable de traitement s’engage à :

* fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses ;
* documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
* veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
* superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

**Article 19. NON SOLLICITATION DE PERSONNEL**

Les Parties s’interdisent d'engager, ou de faire travailler de quelque manière que ce soit, tout représentant, salarié, partenaire ou collaborateur présent ou futur de l’autre Partie.

La présente stipulation vaudra, quelle que soit la spécialisation du représentant, salarié, partenaire ou collaborateur en cause, et même dans l'hypothèse où la sollicitation serait à l'initiative de l’un quelconque des représentants, salariés, partenaires ou collaborateurs de l’autre Partie.

La présente stipulation sera valable pendant toute la durée d'exécution du Contrat, et pendant deux (2) ans à compter du terme ou de la résiliation du Contrat.

**Article 20. RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES – TRAVAIL DISSIMULE**

Le DEPOSITAIRE emploie et rémunère ses collaborateurs sous sa responsabilité exclusive au regard des obligations fiscales et sociales.

Le DEPOSITAIRE déclare qu’il respecte les articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 5221-8 du Code du travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et les dispositions concernant les travailleurs étrangers.

Conformément aux articles L. 8222-1 et D. 8222-5 du Code du travail et dans le cas où les montants versés seraient supérieurs ou égaux à cinq mille (5000) euros, le DEPOSITAIRE s’engage à remettre au DEPOSANT, préalablement à la signature du Contrat puis tous les six (6) mois :

* une attestation de déclarations sociales fournie par l’organisme de protection sociale chargé de recueillir les cotisations et contributions à la sécurité sociale incombant au DEPOSITAIRE et datant de moins de six (6) mois ;
* un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) du DEPOSITAIRE ;
* une attestation sur l’honneur du dépôt auprès de l’administration fiscale, à la date de l’attestation, de l’ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
* une attestation sur l’honneur déclarant que le DEPOSITAIRE emploie des salariés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du travail.

Le DEPOSITAIRE s’engage, dans le respect des articles L. 8231-1 et suivants du Code du travail, à ne pas recourir à du prêt de main d’œuvre illicite pour la réalisation de tout ou partie de leurs obligations au titre du Contrat.

**Article 21. CESSION/SOUS-TRAITANCE**

Le Contrat est conclu intuitu personae, en considération de la personne des Parties.

Aucune Partie ne pourra transférer ou céder, en tout ou en partie, ses droits et obligations en vertu du Contrat à un tiers, sans avoir obtenu au préalable l’autorisation écrite de l’autre Partie.

Par ailleurs, le DEPOSITAIRE ne pourra sous-traiter tout ou partie des Prestations sans l’accord préalable et écrit du DEPOSANT.

**Article 22. CONVENTION DE PREUVE**

Les Parties reconnaissent que la preuve des tâches, échanges et notifications qui ont lieu entre elles pour les besoins de l'exécution du Contrat résultent du système d'information des Parties. A cet effet, chaque Partie reconnaît et accepte que les registres informatisés conservés au sein des serveurs de chaque Partie, ou au sein de leur système d'information respectif, dans des conditions raisonnables de sécurité et d'intégrité, soient considérés, de manière irréfragable, comme la preuve des tâches, échanges et notifications qui ont lieu pour les besoins de l'exécution du Contrat.

En conséquence, sauf erreur manifeste et prouvée d’une Partie, l’autre Partie ne pourra pas contester la recevabilité, la validité ou la force probante des éléments sous format ou support électronique précités, sur le fondement de quelque disposition légale que ce soit et qui spécifierait que certains documents doivent être écrits ou signés pour constituer une preuve.

Ainsi, les éléments considérés constituent des preuves et, s'ils sont produits comme moyens de preuve par l’une des Parties dans toute procédure contentieuse ou autre, seront recevables, valables et opposables de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit.

**Article 23. DISPOSITIONS DIVERSES**

**23.1. Intégralité des engagements.** Les Parties conviennent que le Contrat (y compris ses Annexes) constitue l’intégralité de leurs engagements mutuels sur l’objet qu’il traite, et qu’il annule et remplace les engagements ou contrats antérieurs.

**23.2. Indépendance des Parties.** Chaque Partie s’engage à intervenir dans l’exécution du Contrat en tant que contractant indépendant. Chaque Partie ainsi que ses collaborateurs ne sauraient être considérés comme des employés de l’autre Partie et chaque Partie reconnaît qu’elle ne se considère pas comme telle.

**23.3. Bonne foi.** Les Parties sont convenues d’exécuter leurs obligations avec une parfaite bonne foi.

**23.4. Modification du Contrat.** Aucun document postérieur, aucune modification du Contrat quelle qu'en soit la forme ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé par elles.

**23.5. Election de domicile.** Les Parties conviennent d'élire domicile au lieu de leur siège social tel que ci-dessus indiqué en en-tête du Contrat. Tout changement de siège social de l’une des Parties devra faire l’objet d’une notification par lettre recommandée avec avis de réception afin de pouvoir être opposable à l’autre Partie.

**23.6. Nullité.** Si l'une quelconque des dispositions du Contrat est annulée en tout ou partie, la validité des dispositions restantes du Contrat n'en sera pas affectée à moins que celle-ci n’affecte la substance même du Contrat ou n’en modifie profondément son économie. Dans ce cas, les Parties devront, si possible, remplacer cette disposition annulée par une disposition valable correspondant à l'esprit et à l'objet du Contrat.

**23.7. Non renonciation.** Le fait que l’une des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de du Contrat ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

**23.8 Annexes.** De convention expresse, tous les documents annexés au Contrat en font partie intégrante et forment, avec celui-ci, un ensemble indivisible dans l'esprit des Parties.

**Article 24. DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES**

Le présent Contrat est régi par le droit français.

Les Parties s’efforceront de régler à l’amiable et dans l’esprit du Contrat, par des négociations de bonne foi, tout différend qui pourrait découler du Contrat. A défaut de règlement amiable dans un délai de trente (30) jours calendaires, tout litige ou différent ayant trait à la validité, l’interprétation ou l'exécution du Contrat sera exclusivement soumis aux tribunaux compétents situés dans le ressort de la Cour d’appel de NANCY, même en cas d’appel en garantie ou de pluralité de défendeurs, pour les procédures d’urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

**Article 25. SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Le Contrat pourra être signé le cas échéant, sans qu’aucune des Parties ne puisse s’y opposer, au moyen d'un procédé de signature électronique qui garantit la sécurité et l'intégrité des exemplaires numériques conformément à l’article 1367 du Code civil et au décret d’application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique, transposant le règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Dans une telle hypothèse, conformément à l’alinéa 4 de l’article 1375 du Code civil, le Contrat est établi en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera délivrée à chacune des Parties directement par l’entité en charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique dans les conditions requises par l’article 1367 du Code civil et au décret d’application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique. Les Parties s'engagent à prendre toutes mesures adaptées pour garantir que la signature électronique ne puisse être apposée que par elles-mêmes et/ou leur représentant légal respectif, ou par toute personne dûment habilitée à cet effet en vertu d’un pouvoir joint au présent Contrat.

Le cas échéant, les Parties reconnaissent qu'elles procèdent à la signature électronique du Contrat et en toute connaissance de cause de la technologie mise en œuvre et des modalités de celle-ci, et renoncent en conséquence à mettre en cause, dans le cadre de toute réclamation et/ou action en justice, la fiabilité de ladite solution de signature électronique qualifiée et/ou la manifestation de leur volonté de contracter le Contrat à ce titre. Le Contrat, en ce compris ses annexes et l’ensemble des documents contractuels qui le compose, sera signé par signature électronique aux pages de signature.

**Liste des ANNEXES :**

**Annexe 1** : Prestation, Territoire, Client et Période Initiale

**Annexe 2 :** Liste des Produits

**Annexe 3** : Conditions Financières

* Annexe 3. : Rémunération du DEPOSITAIRE

**Annexe 4** : Statistiques des Ventes – Suivi de la facturation – Informations mensuelles et qualité

**Annexe 5** : Coordonnées du DEPOSITAIRE et Coordonnées du DEPOSANT

**Annexe 6** : Cahier des charges

**Annexe 7** : Cahier des charges pharmaceutiques (si applicable)

**Annexe 8** : Conditions générales de vente et conditions commerciales des Produits (si applicable)

Fait en deux (2) exemplaires dont un (1) pour chacune des Parties.

**Pour le DEPOSANT Pour le** **DEPOSITAIRE**

Date : Date :

Nom, Prénom Fabrice TRIMBUR

Qualité Directeur Général

**ANNEXE 1 – PRESTATIONS, TERRITOIRE, CLIENT(S) ET PERIODE INITIALE**

1. **Prestations du DEPOSITAIRE :**

* L’approvisionnement, la réception et le stockage des Produits ;
* Le traitement administratif des commandes des Clients ;
* La préparation des commandes des Clients ;
* La livraison des commandes aux Clients ;
* Le traitement des retours de Produits par les Clients ;
* La facturation des Clients au nom et pour le compte du DEPOSANT ( si applicable)
* L’encaissement des Clients au nom et pour le compte du DEPOSANT ( si applicable)
* Le suivi et la gestion du recouvrement des créances Clients au nom et pour le compte du DEPOSANT ( si applicable)
* Le suivi de la qualité Client ;
* Le suivi des opérations pharmaceutiques (si applicable)
* La gestion et l’envoi des statistiques de vente (commandes) des Clients ;
* La gestion et l’envoi des statistiques qualité ;
* La réalisation d’un inventaire annuel.

1. **Client(s) :** à compléter
2. **Territoire :**  la France métropolitaine et les DROM-COM.
3. **Période Initiale du Contrat :** à compléter en lettres (chiffres)
4. **Assurance stockage/manutention (Produits strictement supérieurs à cent euros (100 €) de Prix de revient Industriel unitaire HT**) : à la charge du DEPOSITAIRE ou DEPOSANT dans les conditions et modalités figurant à l’article « Assurance Dommages » du Contrat.

**ANNEXE 2 - LISTE DES PRODUITS**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Référence | Désignation | Conditionnement |

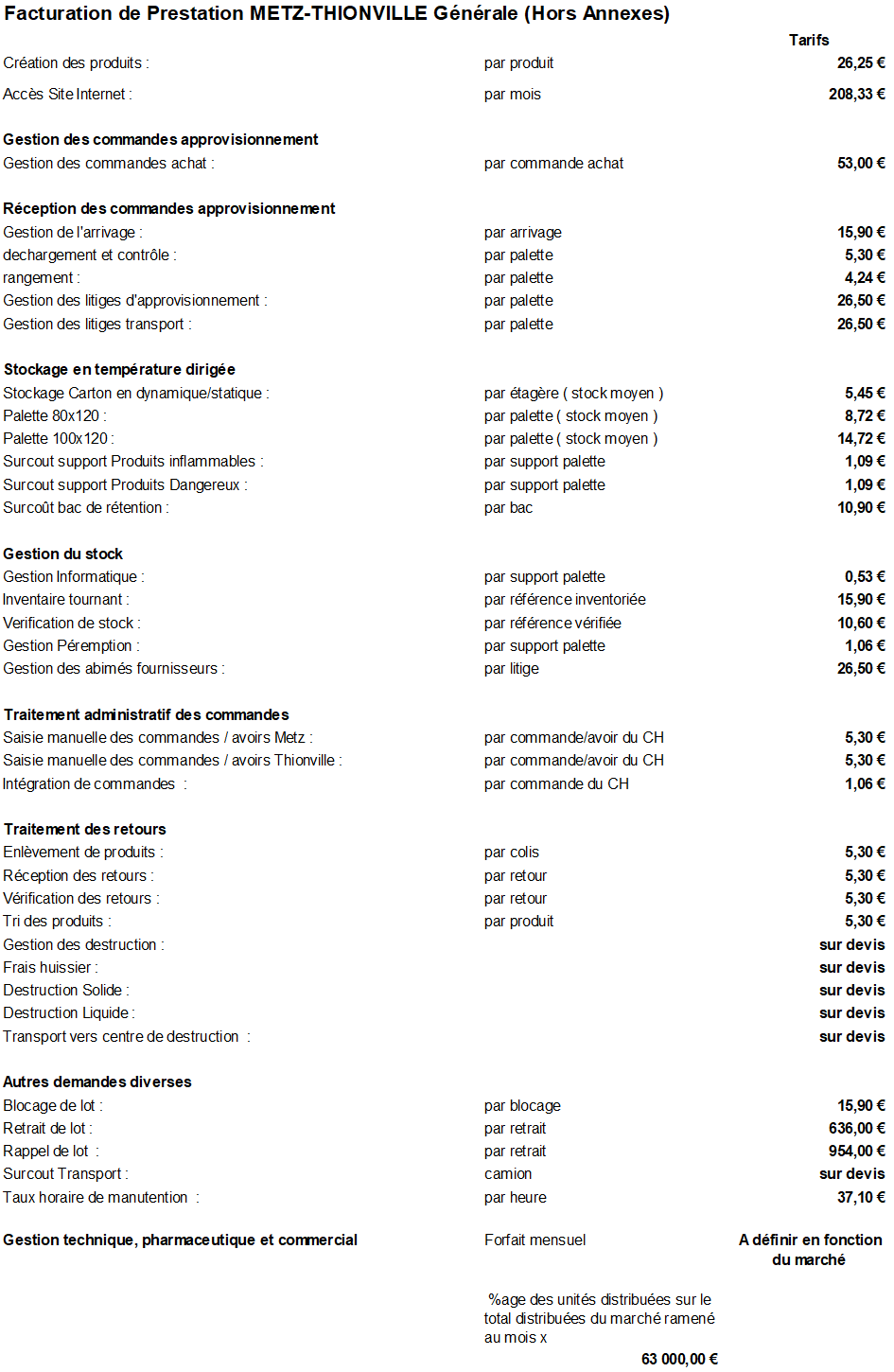
**ANNEXE 3 – CONDITIONS FINANCIERES**

**Annexe 3.1. Rémunération du DEPOSITAIRE**

Conformément à l’article « Rémunération du DEPOSITAIRE » du Contrat, en contrepartie de l’exécution de ses Prestations, le DEPOSITAIRE percevra une rémunération correspondant à la grille ci-dessous.

(grille tarifaire)

Les modalités de facturation et de règlement applicables sont celles figurant à l’article « Modalités de paiement » du Contrat.

****

**ANNEXE 4 – Statistiques des ventes – statistiques qualité**

Le DEPOSITAIRE adressera quotidiennement au GERS les ventes par pharmacie. ATTENTION PAYANT Également si demande concernant HOSPITALIS/EDIFACT/EDIPHARM => informer le laboratoire et faire devis

Le DEPOSITAIRE s’engage à adresser au DEPOSANT, à chaque fin de mois, le 31 ou le jour ouvré le plus proche du 31 :

* Un état informatique complet des Produits en stocks, disponibles à la vente. (Un contrôle est réalisé pour que le stock final du mois N ne diffère jamais du stock initial du mois N+1.)
* Un état informatique complet des Produits en stocks non disponibles à la vente.
* Un état informatique complet du mois des lignes de factures/avoirs et/ou de livraisons/retours si pas de facturation.

Le DEPOSITAIRE met à disposition du DEPOSANT un site internet dédié sur lequel il pourra consulter :

* Le suivi des commandes (en cours, préparées, expédiées).
* Le suivi des expéditions. (tracking colis).
* Le suivi des stocks.
* Le suivi des lots.
* Le suivi des ruptures, reste à livrer.
* Le suivi de la qualité client
* Statistique logistiques mensuelles, annuelles, sur une année glissante.
* Taux de qualité mensuel, annuel, sur une année glissante.
* Répartition des réclamations par origines (Dépositaire, transporteur, client, laboratoire)
* Répartition des réclamations par sous catégories.

**ANNEXE 5 – COORDONNEES DES PARTIES**

**Coordonnées du DEPOSITAIRE**

à compléter

**Coordonnées du DEPOSANT**

à compléter

**ANNEXE 6 – CAHIER DES CHARGES**

à compléter

**ANNEXE 7 - CAHIER DES CHARGES PHARMACEUTIQUES (*si applicable*)**

A compléter ou indiquer Non-Applicable

**ANNEXE 8 - CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET**

**CONDITIONS COMMERCIALES DES PRODUITS (*si applicable*)**

A compléter ou indiquer Non-Applicable